



Revue des Sciences Sociales

Numéro 1 | 2026

Varia | juin 2026

REA – Impact factor (SJIF) 2026 : 6.746

Date de soumission : 26-01-2026 / Date de publication : 30-06-2026

WOLOFISATION ET FÉMINISATION AU SÉNÉGAL. UNE RECONFIGURATION DES OPPORTUNITÉS POUR LES FEMMES EN POLITIQUE

WOLOFIZATION AND FEMINIZATION IN SENEGAL. A RECONFIGURATION OF OPPORTUNITIES FOR WOMEN IN POLITICS

Ngom SALIOU

RÉSUMÉ

Dans un contexte de recomposition des hiérarchies sociales et politiques au Sénégal depuis les années 1980, cet article analyse les effets de la *wolofisation* sur les opportunités politiques des femmes. Il vise à montrer comment ce processus remet partiellement en cause le modèle intello-élitiste fondé sur le capital scolaire, tout en reproduisant une division sexuée du travail politique. La méthodologie repose sur une analyse qualitative de 35 entretiens réalisés entre 2012 et 2017, complétés par des entretiens menés entre

2023 et 2024 auprès de femmes leaders. Les résultats montrent que la *wolofisation* favorise l'émergence de figures féminines issues des milieux populaires, notamment à travers les réseaux associatifs et les capacités de mobilisation locale. Cependant, cette féminisation demeure partielle : les femmes accèdent surtout aux fonctions de proximité et de mobilisation, tandis que les postes stratégiques restent majoritairement contrôlés par les élites masculines technocratiques.

Mots-clés | wolofisation • Sénégal • féminisation • élites politiques • genre • division sexuelle du travail politique

ABSTRACT

In a context marked by the reconfiguration of social and political hierarchies in Senegal since the 1980s, this article analyses the effects of Wolofization on women's political opportunities. It aims to show how this process partly challenges the intellectual-elitist model based on educational capital while reproducing a gendered division of political labour. The methodology is based on a qualitative analysis of 35 interviews conducted between 2012 and 2017, complemented by

interviews carried out between 2023 and 2024 with women leaders. The findings show that Wolofization has fostered the emergence of female figures from popular backgrounds, particularly through associative networks and local mobilization capacities. However, this feminization remains partial: women mainly gain access to proximity and mobilization roles, while strategic positions remain largely controlled by male technocratic elites.

Keywords | • wolofisation • Senegal • feminization • political elites • gender • gendered division of political

INTRODUCTION

Les années 1980 constituent un tournant majeur aussi bien dans la vie politique (avec le départ du Président Senghor remplacé par son dauphin Abdou Diouf), économique que social (avec les programmes d'ajustement structurel) et les recompositions politiques et sociales du Sénégal contemporain (Diop 2006 : 103). La crise de l'État, l'échec progressif des politiques d'emploi des jeunes diplômés et le processus de *wolofisation* (Cruise-O'Brien 1998 : 26) qui caractérisent la société sénégalaise bouleversent les mécanismes de construction de l'élite politique et sociale et renforcent la légitimité d'un double système de socialisation, d'éducation et d'insertion. D'une part, les élites diplômées s'emparent du capital scolaire pour conserver leur position dominante, de l'autre, les classes les plus démunies, issues des zones rurales ou périurbaines, essaient de renverser la tendance en s'investissant dans les secteurs marginaux de l'économie informelle, mais aussi dans le secteur de l'enseignement coranique parallèle. Ces bouleversements, en profonde mutation, traduisent des recompositions profondes des ordres social, culturel, économique et politique sénégalais. Ces recompositions, appelées *wolofisation* (Cruise-O'Brien, 1998 : 25), ont eu des incidences directes et indirectes sur la féminisation de l'espace politique sénégalais que nous analysons dans ce chapitre. C'est donc l'étude des transformations sociales dues aux « efforts de certaines catégories pour se mouvoir dans la stratification sociale, afin d'obtenir l'intégration dans les strates supérieures lorsqu'on vient des strates inférieures » (Heinich 2015 : 19), mais aussi des transformations sociales et politiques qui affectent la société sénégalaise de manière plus globale. En effet, ces transformations (*wolofisation*) de la société sénégalaise, qui ne se limitent pas à la dimension linguistique (Thiam 1990 : 11), remettent constamment en cause le modèle hégémonique de la réussite par le capital scolaire et ont permis l'émergence de nouvelles catégories sociales comme modèles de réussite (Havard 2001 : 66) économique, sociale et politique.

Nous montrons dans cette contribution en quoi ces transformations permettent à la fois l'émergence de nouvelles figures de la réussite, dont les femmes,

sans remettre en cause la division sexuelle du travail. Les transformations sociales et politiques ne seront pas analysées ici comme étant exclusivement des facteurs d'inclusion de catégories nouvelles (les *wolofones*), mais aussi comme des mécanismes pouvant renforcer la division sexuelle du travail politique, notamment entre *wolofones* et lettrés (« évolués » et technocrates), mais aussi entre les hommes (qui sont la grande majorité des catégories technocratiques) et femmes investissent la politique par le bas. Sur le plan théorique, cette analyse combine la sociologie des élites et la sociologie du genre. La *wolofisation* peut être considérée comme une redéfinition du champ politique, ce qui entraîne un changement dans les critères de légitimation, qui étaient auparavant basés sur le capital scolaire. Ces critères sont désormais remplacés par d'autres ressources, telles que le capital d'autochtonie (Retière 2003 : 21) ou les réseaux associatifs féminins. Cela permet à de nouvelles figures, en particulier féminines, de se hisser au sein de l'élite politique. Cependant, comme le montrent Achin et Lévêque (Achin & Lévêque 2007 : 28), la féminisation du politique ne remet pas en cause la division sexuelle du travail politique. Les femmes accèdent principalement aux rôles de proximité, de mobilisation ou de gestion sociale, tandis que les positions stratégiques restent majoritairement occupées par les élites masculines. Par conséquent, la *wolofisation* entraîne une dynamique complexe : elle étend les possibilités d'engagement politique tout en perpétuant des mécanismes de hiérarchisation genrée qui restreignent l'accès des femmes aux postes de décision. L'objectif de cet article est d'analyser comment la *wolofisation* reconfigure les opportunités politiques des femmes tout en reproduisant une division sexuée du travail politique. Après la méthodologie, l'argument sera développé en deux parties. Nous présentons d'abord les manifestations sociales, culturelles et politiques de la *wolofisation* afin d'en éclairer les effets sur la redéfinition de l'élite sénégalaise. Nous montrons ensuite comment cette dynamique ouvre de nouvelles opportunités pour les femmes en politique, mais selon des modalités qui renforcent autant qu'elles contestent la division sexuelle du travail politique.

1. MÉTHODOLOGIE

Au plan méthodologique, l'article repose sur 35 entrevues menées entre 2012 et 2017¹ dans le cadre de la thèse de doctorat de l'auteur. Il se fonde également sur des entretiens avec des membres du caucus des femmes leaders du Sénégal entre janvier 2023 et décembre 2024 à Dakar² dans le cadre du projet « WPP »³, mis en œuvre par l'IFAN entre 2020 et 2024. Le choix des personnes enquêtées a été fait à partir d'une méthode boule de neige, tout en tenant compte de la diversité des partis et mouvements politiques les plus représentatifs de 2012 à 2020. Le choix a aussi tenu compte des différents niveaux d'engagement des femmes (local, global, partisan, non partisan). La diversité des profils (politiques, féministes, associatives) se justifie par le fait que les partis et coalitions investissent beaucoup de femmes de la

société civile lors des élections (membres de groupes de promotion féminine, militantes féministes, etc.). Les personnes interrogées et citées nommément ici ont donné leur consentement. Mais dans l'exploitation des résultats, à chaque fois que leurs propos citaient d'autres personnes ou que leurs positions étaient susceptibles de nuire à leur réputation, nous avons gardé l'anonymat pour des raisons éthiques. Les entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique fondée sur l'identification de catégories récurrentes relatives aux trajectoires d'engagement, aux modalités d'accès à l'espace politique, aux ressources de légitimation mobilisées par les actrices ainsi qu'aux formes de division sexuelle du travail politique. L'analyse a consisté à mettre en relation ces matériaux empiriques avec les transformations structurelles de la société sénégalaise associées à la *wolofisation*. Elle a aussi mobilisé conjointement la sociologie des élites et la sociologie du genre.

Tabl. I : Liste des personnes enquêtées

Prénoms et Nom	Fonction au moment de l'enquête	Parti ou mouvement
Ndeye Lucie Cissé	Députée	UDF, PIT, COSEF, députée
Marie Angélique savané	Militante féministe.	AJ/PADS
Safietou Diop	Militante politique.	COFDEF
Fatou Sarr	Militante féministe	CFL
Marie ange Gueye	Militante GPF.	AJ PADS
Suzanne Teixeira	Conseillère municipale	AFP
Oulimata Mané	Députée	Député APR
Aida Mbodj	Ministre de la femme.	PDS, responsable de parti
Penda Seck	Militante politique.	LD/MPT
Mously Diakhaté	Députée	APR
Aminata Diallo	Militante politique.	MNJPS- PS
Amsatou Sow Sidibé,	Ministre, cheffe de parti	Ex-ministre, CL.
M. M	Cadre de la fonction publique	Fonction publique
Aissatou Abibou Mbaye	Députée	PS
D, M.	Fonctionnaire	Fonction publique
Woré Sarr	Maire et parlementaire	PDS
Saly Gueye	Militante responsable GPF	APR, GPF, Guédiawaye
Amy Sall	Militante responsable GPF	APR, GPF, Guédiawaye
Aby Ly	Militante responsable GPF	APR, GPF, Guédiawaye
Fatou Diagne	Militante responsable GPF	APR, GPF, Guédiawaye
Aissatou Taibou Baldé	Députée	APR
Katy Cissé Wone	Députée	Benno siggil sénégal

¹ D'avril à août 2012 pour la première enquête, ensuite de juillet à décembre 2014 pour la deuxième partie (enquête de ma thèse de doctorat à Paris 1 Panthéon-sorbonne). La troisième partie, issue du projet WPP (*Women political participation*) a été réalisée entre janvier 2023 et décembre 2024.

² L'enquête a été réalisée à Dakar, mais les personnes enquêtées viennent de diverses régions du Sénégal.

³ "*women political participation*", projet mis en œuvre par l'IFAN.

Aissatou Dia	Conseillère municipale	PS, GPF
Haoua Dia Thiam,	Députée	Yoonu Askan Wi
Awa Diagne	Militante politique	APR
Bintou Diakho	Militante politique	LDM/PT
Ouleye Diaw	Députée	PS
Seynabou Dieng	Députée, plus âgée du parlement	PS et RAD
Penda Mbow	Militante féministe	Ancienne ministre de la Culture
Yakar Kane	Militante politique	APR
Aissatou Sabara	Militante politique	AFP
Khadidiatou Diédhiou	Militante politique	UCS
Ndeye Maguette Dieye	Militante politique	Rewmi
Madjiguene Fall	Militante politique,	Rewmi
Aissatou Sow Diawara	Maire et députée	PS
Aminata Gueye	Militante politique	COJER-APR
Ndeye Arame Niang	Militante politique	CFL, PDS
Elene Tine	Ancienne députée	AFP, CFL

Source : Enquête de thèse de Saliou Ngom (2012-2017) et enquête complémentaire du projet WPP (2023-2024).

2. RÉSULTATS

2.1. De la wolofisation non politique à la wolofisation de la politique

Par *wolofisation*, il faut donc entendre soit « le dynamisme de la langue wolof au détriment des autres langues nationales, soit la tendance à l'assimilation de toute une partie des autres groupements ethnolinguistiques aux mœurs, modes de vie, manières, façons de faire, de penser et d'agir et surtout de parler des wolof » (Ndiaye 1996 : 271). Il faut noter qu'il ne s'agit pas seulement d'un ascendant du wolof sur les autres langues nationales, mais aussi et surtout sur le français, qui est la langue officielle du Sénégal (Malherbe 1983 : 222, Havard 2009 : 316). La figure de l'intellectuel⁴, se trouve ainsi de plus en plus dénigrée, face à ceux que J-F. Havard appelle les *nouvelles figures de la réussite* (Havard 2001 : 66). Face à cette situation, le wolof voit se renforcer son attrait à l'égard des jeunes urbains (Thiam 1990 : 12).

Les *moodu-moodu* (migrants) en tant que garants de la réussite dans les affaires (Fall et Gueye 2003 : 101) dans un contexte d'économie informelle, dont les principaux acteurs, comme Ndiouga Kebé⁵, Djily Mbaye et Ndiaga Ndiaye deviennent les symboles de la réussite, avec des valeurs culturelles et religieuses wolof (Fall & Gueye 2003 : 101). La *wolofisation* a par contre la particularité de ne pas être portée par une dynamique politique. La *wolofisation* « non politique »⁶ n'a pu se réaliser que parce qu'elle émerge de l'intérieur, de manière déconnectée des politiques publiques étatiques, contrairement à la langue française officielle. L'islam confrérique et soufi, la musique traditionnelle et les radios communautaires ont joué un rôle considérable dans ces mécanismes de *wolofisation* et l'intégration de la langue wolof dans l'identité culturelle nationale des Sénégalais (Smith 2010 : 66, Diouf 2001 : 15, Sarr et Thiaw 2012 : 4).

Par *wolofisation* politique, on entend les transformations de la composition de l'élite politique et de la communication politique depuis les années 2000 à la suite de la *wolofisation* culturelle, sociale et économique qui avait permis la consécration de nouvelles figures de la réussite (les *moodu-moodu*, les *baol-baol*), issues du

⁴ Cette figure est celle de l'évolué, celle du diplômé qui est formé à l'école française.

⁵ Ndiouga Kébé est un homme d'affaire et commerçant mouride et membre de la famille religieuse de Mame Cheikh Mbaye, né en 1914. Il a été un des plus riches sénégalais dans les années

1970-1980. Il fut un grand et fervent mouride qui réalisa beaucoup de choses pour cette confrérie. Il est décédé en 1984.

⁶ Elle n'est pas portée par la politique linguistique de l'État, contrairement au français.

secteur informel et des écoles coraniques. Il ne s'agit pas de montrer que les intellectuels et technocrates ont perdu le pouvoir, mais que, désormais, de nouveaux acteurs bousculent les mécanismes de classement dans l'espace politique. Combiné à l'implication des femmes dans le développement au niveau local et national, ce processus aura contribué à une ouverture de la politique pour celles qui jusque-là constituaient *des outsiders*.

On peut ainsi voir que, dans la législature de 2012-2017, 12 % des femmes parlementaires n'ont aucun niveau d'étude, 9 % d'entre elles ont fait leur scolarité dans l'enseignement coranique. Seuls 37,5 % d'entre elles ont au moins le Bac. En somme, on peut conclure que plus de 60 % des femmes parlementaires de la législature en cours n'ont pas obtenu le bac (Sarr 2013 : 21).

Dans l'histoire politique récente, la figure qui traduit le mieux cette transformation de l'élite sociopolitique est certainement celle du musicien et chef d'entreprise, Youssou Ndour, devenu ministre de la Culture et du Tourisme, puis ministre conseiller en 2012, puis ministre de la Culture. Rien que le nom du mouvement politique dont il est le leader depuis 2011, *Fekkee ma ci boole* (c'est ma présence qui justifie ma participation), renseigne sur ce qu'il symbolise. Mais au-delà de Youssou Ndour, les différentes organisations politiques, depuis 2000, ont des slogans et une communication politique *wolofisés*. En 2007, la coalition autour de la candidature d'Abdoulaye Wade (*Sopi*) avait ainsi comme slogan de campagne *Weddi gis bokku ci* (on ne peut réfuter ce que tout le monde voit). En 2012, la coalition politique qui a remporté la présidentielle, autour de Macky Sall, se nommait *Bennoo Bokk Yaakaar* (Se rassembler autour d'un idéal commun). En 2024, la coalition du PASTEF, qui a gagné dès le premier tour, se nommait *sonko mooy Diomaye* (Voter Diomaye, c'est voter Sonko). Toutes ces transformations confortent encore plus les logiques de *wolofisation* du champ politique où le wolof s'est de fait imposé comme langue de communication.

2.2. La consécration de la figure féminine wolofone en politique

De la période postindépendance aux années 1980, l'exclusion politique des femmes et l'institution d'une division du travail politique entre les hommes et les femmes pouvaient être expliquées par les mécanismes de construction de l'élite, hérités de la période coloniale. C'est cette forme de construction intellectuelle puis technocratique qui a prédisposé les « *évolués* » plus que toute autre catégorie à gérer l'État postindépendance. Malgré leur engagement en faveur du parti unique, les *wolofones* ont été plus ou moins exclues de la scène politique postindépendance. Les femmes qui ont été victimes d'exclusion du système scolaire, ne pouvaient donc pas prétendre à une place déterminante dans cette nouvelle configuration jusqu'à la fin des années 1970, où l'on voit apparaître, pour la première fois dans l'histoire politique du Sénégal, deux femmes ministres dans le gouvernement Abdou Diouf. Cette période constitue particulièrement une période de conjoncture difficile avec les Politiques d'ajustement structurel (PAS) qui contribuent à l'effritement de l'hégémonie de la catégorie des cadres de l'administration et de la « démocratie des lettrés » (Diaw 1992 : 299). Les femmes trouvent une opportunité dans ces transformations socioculturelles qui affectent la société sénégalaise. On voit ainsi que l'Assemblée nationale, par l'inclusion de femmes *wolofones* issues des associations féminines, de même que le gouvernement commence à se féminiser. Il s'agit de femmes issues du mouvement associatif et valorisant, comme Caroline Faye, leur ancrage dans les groupements de promotion féminine et leurs « réseaux de sociabilités » (Rétière 2003 : 25). Leur appartenance au mouvement féminin constitue le facteur le plus déterminant dans leur politisation. Leur capacité de mobilisation devient déterminante, dans un contexte marqué par l'effritement de la figure classique du militant du politique, et l'irruption contestataire des jeunes dans le champ politique. L'une des principales raisons de la politisation des femmes à travers la *wolofisation* ou de la féminisation de l'espace politique réside dans la réforme électorale de 1983. En effet, en 1983, dans le cadre de la modernisation des institutions et de l'ouverture

politique entamées par le Président Abdou Diouf, nouvellement élu, le mode d'élection des députés a été réformé. À partir de 1983, les députés sont élus, pour moitié (soixante), au scrutin majoritaire à un tour au niveau départemental et, pour l'autre moitié (soixante), au scrutin proportionnel sur une liste nationale présentée par chaque parti. Avant cette réforme, les députés étaient élus au scrutin proportionnel et il n'y avait donc pas de liste départementale, ce qui ne favorisait pas les candidats dont l'ancrage était plus local que national.

Les plus aptes à mobiliser les masses au niveau local étant les femmes *wolofones*, ces réformes contribuèrent à bouleverser et à *wolofiser* la vie politique. La féminisation apparaît donc comme une « norme pragmatique » (Achin et al 2007 : 22) pour les partis politiques, soucieux de conserver leur leadership local.

Au sein du parti dominant, le Parti socialiste, ces dispositions législatives conduisent à féminiser les instances locales et au niveau du bureau politique. Ainsi, lors du congrès du PS de juillet 1990, les femmes firent adopter une résolution relative à l'application de quotas. Désormais, aussi bien au niveau des instances dirigeantes du parti (bureau politique, comité central) que dans les listes d'investitures aux élections, les femmes (femmes du parti et jeunesses féminines) eurent un quota de 25 %. L'émergence du PDS (Parti démocratique sénégalais) et de ses femmes sera particulièrement déterminante dans la féminisation de la vie politique, en ce sens qu'historiquement, ce parti a toujours réservé une meilleure représentation aux femmes (Dia 1994 : 99). Au sein de l'AJ/PADS, quatre femmes sont investies comme têtes de liste à Dakar aux élections législatives de 1993. Les élections municipales de novembre 1996, quant à elles, ont

aussi permis une légère féminisation des instances locales. On remarque, à l'issue des élections, l'émergence de six femmes maires et de deux présidentes de Conseil rural.

Si les femmes arrivent à s'imposer comme conseillères municipales et rurales, elles éprouvent beaucoup plus de mal à s'imposer à la tête de ces conseils municipaux et ruraux, en raison de la réticence des acteurs politiques qui élisent les maires et présidents de conseils ruraux. Dans cette nouvelle configuration, partant d'actrices du développement, les militantes associatives deviennent des actrices politiques et le capital social se substitue pour elles au capital scolaire. Ce processus sera encore plus déterminant avec l'accession d'Abdoulaye Wade au pouvoir en 2000. Mais paradoxalement, les différents gouvernements peinent à se féminiser. Ainsi, en termes de représentation, on passe de 15 % à 22 % de femmes à l'Assemblée nationale de la législature de 1998-2001 à la législature 2001-2007. La nomination d'une femme Première ministre en 2001, Mame Madior Boye, conforte encore plus cette féminisation de l'espace politique avec la première alternance politique en 2000. À partir de 2010, une nouvelle loi sur la parité va renforcer la féminisation des assemblées locales et nationale autour de 45 %, mais les gouvernements restent fortement dominés par les hommes, qui dirigent les partis politiques. En guise d'exemple, alors que l'assemblée compte 44 % de femmes, le gouvernement du 1^{er} juin 2026 compte trois femmes sur trente ministres.

Nous retracerons ici, le parcours de ces deux femmes, députées à l'Assemblée nationale, dont les parcours recoupent ceux de la plupart des femmes députées dans la précédente législature. Il s'agit de Seynabou Dieng et de Mously Diakhaté.

Encad. I : Portrait de Seynabou Dieng, ancienne députée à l'Assemblée nationale (2012-2017)

Entrée politique sous Senghor (elle ne se rappelle pas la date exacte) à l'ère du parti unique, Mme Seynabou Dieng est députée affiliée à la majorité présidentielle et militante au sein du Parti socialiste. Elle ne peut situer la date exacte, mais se rappelle que Mamadou Dia était encore Président du conseil du gouvernement (poste que Mamadou Dia a occupé entre 1960 et 1962). Elle est présidente de coordination régionale de son parti et membre du comité central du parti socialiste. Malgré son long parcours politique, elle n'a été élue comme députée dans sa circonscription qu'à l'ère de la parité (en 2012 pour la première fois). Son frère cadet, qu'elle a toujours soutenu, a aussi été maire et député de sa commune, raison pour laquelle elle n'a jamais été investie par le Parti socialiste. Les nouvelles dispositions paritaires introduites en 2010 lui ont permis d'être élue en même temps que son frère dans sa circonscription.

À près de quatre-vingts ans, elle a, à de nombreuses reprises, siégé au conseil municipal de sa commune, n'a aucun diplôme et ne sait ni lire ni écrire en français. Elle a en revanche suivi des programmes d'alphabétisation en wolof, pour pouvoir lire et écrire en wolof, sa langue maternelle. Elle est depuis plus de 40 ans, très active dans les organisations féminines et est Présidente fondatrice d'un groupement de promotion féminine dans son département qui permet aux femmes d'accomplir le pèlerinage à la Mecque et de développer leur commerce au niveau local comme ses propos peuvent l'étayer.

Source : entrevue avec Seynabou Dieng, par Saliou Ngom, 24 juillet 2012 à Golf Sud (Dakar). Disponible entièrement dans Ngom Saliou, 2021. *Femmes et politique au Sénégal*, Paris, L'Harmattan.

Encad. II : Portrait de Mously Diakhaté, députée de 2007 à 2022

Députée de la mouvance présidentielle (*Benno Bokk Yaakaar*), Mously Diakhaté est issue d'une famille maraboutique mouride. Elle appartient à une famille très politisée : son grand-père soutenait Senghor dans leur village, tandis que son père militait dans le Parti démocratique sénégalais. C'est en 1998 qu'elle entre en politique en militant pour le *Jëf Jël* de Talla Sylla, qu'elle ne quittera qu'en 2012 pour créer son propre mouvement, *And Jappoo Jëf ci Jàmm*. Elle ne se revendique d'aucune idéologie et se dit « antiféministe » en raison de ses convictions religieuses : « J'ai eu une éducation religieuse, car j'ai appris le Coran chez Cheikh Souhaibou et j'ai grandi là-bas ; je suis une disciple et je crois à la hiérarchie. Ce qui fait que je ne crois pas aux affaires de féministes ; je crois à la compétence et au mérite aussi, parce que s'il s'avère que tout le monde est égal, comme le wolof le dit souvent, si tout le monde est pareil, certains refuseront leur part ; j'accepte mes limites, mais je continue à me battre ».

Elle est née à Tambacounda (région du sud du Sénégal), où son père représentait le khalife général des mourides. Elle entretient une relation particulière avec sa confrérie mouride. Son premier mari, dont elle a divorcé, est un grand dignitaire et marabout de la communauté mouride. Entre 2007 et 2012, elle fut responsable du mouvement des femmes du *Jëf Jël* et députée à l'Assemblée nationale. Après avoir rejoint le camp de la majorité présidentielle, elle est reconduite à son poste de députée en 2012 (2012-2017) et devient membre du bureau de l'Assemblée nationale comme secrétaire élue. Malgré les responsabilités qu'elle a occupées au sein de son ancien parti et à l'Assemblée nationale, elle n'a aucun diplôme, mais a fait des études coraniques dans les *daaras* de Touba (capitale du mouridisme). En 2011, elle publie un livre autobiographique, *Du Daara à l'hémicycle*, pour raconter son parcours de femme commerçante dans l'économie informelle, formée à l'école coranique, qui bouscule les modèles de la réussite en politique.

Source : entretien avec Mously Diakhaté, par Saliou Ngom, le 3 mai 2014 dans son bureau à l'Assemblée nationale. Disponible entièrement dans Ngom Saliou, 2021. *Femmes et politique au Sénégal*, Paris, L'Harmattan.

La caractéristique principale de cette féminisation, c'est qu'elle est partielle et ne concerne que les assemblées représentatives. C'est donc une division sexuelle du travail politique qui se trouve confortée par cette imbrication entre wolofisation et féminisation de la vie politique. Mais, les évolutions de la figure dominante des femmes en politique permettent de saisir ces bouleversements qui sont d'abord et avant tout sociaux.

Le contexte d'apparition et de développement de ces nouvelles organisations de promotion féminine entre les années 1990 et 2000 est assez illustratif de ces relations entre *wolofisation* et féminisation de l'espace public. En effet, avec les programmes d'ajustement structurel (PAS), les familles ont développé des stratégies de survie face à la difficulté des chefs de famille (les hommes) d'assurer leurs charges familiales. Parmi ces stratégies, on peut citer le développement d'organisations de femmes à but lucratif dans des activités génératrices de revenus. Ces stratégies apparaissent comme une réponse à la nouvelle dynamique de la pauvreté et ses conséquences sur les familles. Ainsi, de manière indirecte, ces ajustements structurels contribuent à renouveler les rapports entre les hommes et les femmes dans les familles.

Cette nouvelle configuration occasionne le développement de groupements d'intérêt économique soutenus par des bailleurs ou tout simplement sur la base de tontine. Leurs activités se limitent exclusivement aux questions d'accès aux financements de l'État, mais aussi des ONG pour développer des activités de survie. Mais de plus en plus leurs organisations locales, étant très dynamiques économiquement et socialement, deviennent incontournables pour les hommes et les femmes politiques locaux. En effet, elles deviennent surtout des instances de politisation pour celles qui les dirigent, qui peuvent mobiliser les membres à leur guise. La frontière n'est ainsi que très fluide entre ces actrices du développement et les actrices politiques au niveau local. Il s'agit pour la plupart des mêmes actrices qui dirigent les organisations féminines les plus dynamiques qui

leur permettent de se politiser. La plupart des femmes politiques que nous avons rencontrées sont ainsi des dirigeantes d'organisations féminines à but lucratif dans leurs localités. Ces organisations deviennent des tremplins pour renforcer leur ancrage local et leur position politique, comme on peut l'entrevoir dans ces propos : « C'est moi qui les aide et une ONG (RADI) qui nous finance quand on a besoin d'aide. On faisait des prêts aux différents groupements pour qu'ils puissent investir et quand l'ONG a vu que nous sommes intègres, elle a commencé à nous financer. Maintenant on a une mutuelle dont je suis la PCA ».⁷ Mais cette politisation garde toujours un ancrage de proximité avec la base : malgré leur mobilité sociale ascendante, les femmes députées que nous avons rencontrées tentent, parfois difficilement, de garder leurs liens de proximité avec les organisations féminines qu'elles dirigent, en tentant de se désolidariser des revendications féministes qui remettent en cause l'ordre des rapports de genre. La députée Woré Sarr, malgré ses mandats local et national, restait toujours présente lors des cérémonies de *natt* (cotisation) depuis plus d'une vingtaine d'années : « Ce n'est pas parce que je suis députée, dit-elle, que je devrais arrêter mes activités au sein de l'association (...) c'est moi qui ramasse toutes les cotisations et vous voyez, nous travaillons depuis longtemps ensemble ».⁸

La *wolofisation* de ces organisations et leur assise locale sont devenues d'autant plus réelles que des programmes officiels du ministère de la femme et de l'action sociale s'appuient sur elles pour la réussite de leurs programmes en destination des femmes. C'est le cas du programme *Bàjjanu Gox* (tante du quartier) du ministère de la femme, dont l'objectif est de renforcer l'adhésion des femmes à la planification familiale, réduire la mortalité infantile, etc. Elles deviennent ainsi très dynamiques dans l'espace politique local, à travers ces formes de reconnaissance de leur légitimité sociale à la fois sur les hommes, mais aussi sur les autres femmes qu'elles dirigent.

⁷ Doyenne à l'Assemblée nationale au moment de l'enquête, Seynabou Dieng, entretien du 24 juillet 2012 à Golf Sud (Dakar)

⁸ Woré Sarr, ancienne députée PDS (Parti démocratique sénégalais) et ancienne membre du sénat. Entretien réalisé le 16 août 2012 chez elle à Guédiawaye.

2.3. Wolofisation et féminisation : de la division sexuelle du travail politique ?

En même temps qu'elle procure une légitimité sociale croissante, la *wolofonie* restreint aussi les niveaux de réussite politique des femmes enquêtées. Bien que leur émergence témoigne d'une certaine évolution et de l'élargissement de la classe politique sénégalaise jusque-là constituée d'intellectuels et de technocrates, leur niveau de réussite en politique est très limité. En d'autres termes, elles sont classées dans les fonctions électives de base pour gérer les enjeux clientélistes des partis politiques.

« Les hommes ne disposent de rien du tout, parce que c'est nous qui mobilisons les gens, c'est nous qui leur donnons les voix. Ils nous utilisent parce que, c'est nous les femmes qui partons sous le soleil chercher l'électorat, on fait appel aux griots, c'est nous qui distribuons notre argent. Et maintenant, quand on décide que chacun doit jouer son rôle dans la coordination, les hommes ne peuvent pas aller loin parce qu'ils ne peuvent rien faire. »⁹

Ces femmes de la base ne peuvent pas prétendre à des postes de ministres par le fait qu'elles ne disposent pas de « capital scolaire » et linguistique en français. Jusqu'aux années 1980, elles ont été limitées dans les municipalités et communautés rurales comme représentantes des populations locales, puis à l'Assemblée nationale.

La proximité avec la réalité sociale ou le monde associatif féminin procure à cette catégorie, plus que toute autre, une assise électorale et sociale considérable. Celles que l'on désigne sous le vocable de « *mères de partis* » se chargent de la mobilisation en activant les ressources sociales et associatives locales pour servir de relais aux partis politiques lors des élections, même si elles n'occupaient guère de responsabilités dans les administrations politiques aussi bien nationales que locales.

Cette figure de femmes qui investit le politique « par le bas », avec un niveau d'études nettement moins élevé que celui des élites masculines, des capacités de mobilisation très déterminantes, mais aussi un capital linguistique wolof très remarquable, est celle qui caractérise la plupart des femmes politiques de la banlieue dakaroise et du monde

rural. Les femmes investissent ainsi le politique par le bas en valorisant leur capital social. Dans l'imaginaire politique et les représentations, leur profil renseigne sur la légitimité du « registre de la concrétude » (Achin et al 2007 : 45).

On a l'impression que l'espace politique est fragmenté, bipolarisé de manière à ce que les facteurs d'ascension politique, la délimitation de rôles politiques au sein des partis entre les hommes et les femmes ne soient pas les mêmes : celles qui sont dans le discours de l'urgence, du pragmatisme, de la proximité donc les femmes sont dans les rôles les plus adaptés à leur statut social (la mobilisation et l'organisation) et ceux qui sont dans la prospection, dans les grandes questions, sont dans leur rôle traditionnel de leaders.

Au sein de la minorité de femmes qui réussissent en politique autrement que dans les rouages imposés de cette division sexuée, on note une plus grande difficulté à réussir par rapport à celles qui acceptent ces règles du jeu politique. Ces femmes qui se considèrent comme des « hommes politiques » et beaucoup plus enclines dans les idées féministes trouvent comme obstacles, entre autres, la misogynie des hommes politiques.

Cela est d'autant plus réel que, malgré l'avènement de la parité dans les institutions électives qui renforce la féminisation de la vie politique, les rôles continuent d'être bipolarisés et sexués dans les autres instances de décision non soumises à la parité (les gouvernements, le conseil économique et social et la direction des sociétés nationales) et même au sein des Conseils municipaux et à l'Assemblée nationale. C'est par les activités de développement que les femmes se politisent et confortent leur leadership local.

Pour conforter leur leadership local et renforcer leur emprise sur ce champ, qui est celui des associations féminines, des stratégies de fidélisation de leurs membres sont mises en place. Ces stratégies qui étaient des spécialités du monde rural se sont généralisées au fur et à mesure. Il s'agit en premier lieu de financer des agences de microcrédits pour les femmes en s'inspirant des systèmes mis en place par l'État. Concrètement, ces organisations sont destinées à faire des prêts d'une semaine aux femmes pour leurs petits commerces. Cela installe une sorte de circulation de l'argent qui permet progressivement à la plupart d'entre elles

⁹ Doyenne à l'Assemblée nationale au moment de l'enquête, Seynabou Dieng, entretien du 24 juillet 2012 à Golf Sud (Dakar)

d'avoir une autonomie dans leur commerce. Ce même système est mis en place par des femmes rurales, mais en relation avec des activités agricoles ou de commercialisation.

Cette disposition des rôles fait qu'une femme qui ne mobilise pas, a du mal à s'imposer, renforce la division sexuelle du travail politique. Ces divisions ont une influence très déterminante sur les rôles

qui sont attribués aux femmes dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale, mais aussi au sein du gouvernement. Les postes les plus régaliens et techniques reviennent aux hommes, technocrates et intellectuels et aux femmes les postes les plus proches du social, de l'enfance, de la santé et de la famille.

CONCLUSION

La *wolofisation* constitue un facteur de transformations des champs économique, linguistique, socioculturel et politique que cette contribution se donnait pour objectif de saisir. Ces transformations bousculent l'hégémonie politique des élites « évoluées » et des technocrates dont la légitimité ne cesse d'être remise en cause par l'émergence de nouvelles figures politiques. Ces figures se particularisent par leur capacité de mobilisation au niveau local comme au niveau national, ont fait de capital social un cadre de prolongement de leur engagement politique. Ainsi, la *wolofisation*, articulée à la féminisation, contribue à instituer la division du travail politique entre *wolofones* et technocrates. Cette analyse présente toutefois certaines limites qui invitent à la prudence dans l'interprétation des résultats. D'une part, les trajectoires étudiées concernent principalement des femmes engagées dans des espaces politiques et associatifs

spécifiques (notamment dans les grandes villes), ce qui ne permet pas de rendre compte de la diversité des expériences féminines de politisation au Sénégal. D'autre part, la notion de *wolofisation* recouvre des processus et des réceptions différenciés selon les régions, les appartenances sociales et les configurations partisans, et qui n'ont pas toutes pu être saisies dans le cadre de cette recherche. Par conséquent, il serait excessif de tirer des conclusions globales sur la participation politique des femmes au Sénégal en se basant sur ces résultats sans faire preuve de prudence. Ces données mettent plutôt en évidence des tendances majeures de changement observées depuis les années 1980, sans pour autant représenter un modèle uniforme de participation politique féminine. De plus amples études sur d'autres aires linguistiques, géographiques du Sénégal permettraient de mieux évaluer l'impact de ces phénomènes et les circonstances dans lesquelles la *wolofisation* influence réellement la recomposition des élites politiques et des rapports de genre au Sénégal.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ACHIN Catherine & LÉVÊQUE Sandrine, 2007. « Femmes, énarques et professionnelles de la politique : des carrières exceptionnelles sous contraintes », *Genèses*, n° 67/2, p. 24-44.

Disponible en ligne :

<https://shs.cairn.info/revue-geneses-2007-2-page-24?lang=fr> [dernier accès juin 2026].

ACHIN Catherine et al., 2007. *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, 184p.

CRUISE-O'BRIEN Donald, 1998. « The shadow politics of Wolofisation », *The Journal of Modern*

African Studies, vol. 36, n° 1, p. 25-46. Disponible en ligne : <https://www.jstor.org/stable/161636> [dernier accès juin 2026].

DIA Aissatou, 1994. *L'évolution des femmes dans l'espace politique sénégalais de 1945 à nos jours*, mémoire de maîtrise, Université Cheikh Anta Diop, Dakar.

DIAM Aminata, 1992. « La démocratie des lettrés », dans Diop Momar-Coumba, *Sénégal : Trajectoires d'un État*, Dakar : CODESRIA, p. 299-329. Disponible en ligne :

<https://publication.codesria.org/index.php/pub/catalog/download/484/1397/4817?inline=1> [dernier accès juin 2026].

DIOP Momar-Coumba, 2006. « Le Sénégal à la croisée des chemins », *Politique africaine*, n° 104/4, p. 103-126. Disponible en ligne : <https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2006-4-page-103> [dernier accès juin 2026].

DIOUF Mamadou, 2001. *Histoire du Sénégal : le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris, Karthala.

FALL Abdou Salam & GUËYE Cheikh, 2003. « Dërem ak Ngërëm : Le franc, la grâce et la reconnaissance. Les ressorts de l'économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest », *Revue du MAUSS*, n° 21, p. 97-112. Disponible en ligne : <https://shs.cairn.info/revue-du-mauss-2003-1-page-97?lang=fr&tab=texte-integral> [dernier accès juin 2026].

HAVARD Jean-François, 2001. « Ethos “bul faale” et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, n° 82, p. 63-77. Disponible en ligne : <https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2001-2-page-63?lang=fr&tab=texte-integral> [dernier accès juin 2026].

HAVARD Jean-François, 2009. « Tuer les “pères des indépendances” ? Comparaison de deux générations politiques au Sénégal et en Côte d'Ivoire », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, p. 315-331. Disponible en ligne : <https://shs.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2009-2-page-315?lang=fr&tab=texte-integral> [dernier accès juin 2026].

HEINICH Nathalie, 2015. *Dans la pensée de Norbert Elias*, Paris, Éditions CNRS, 160 p.

MALHERBE Michel, 1983. *Les langues de l'humanité*, Paris, Seghers, 450 p.

NDIAYE Malick, 1996. *L'éthique ceddo et la société d'accaparement*, Dakar, Presses Universitaires de Dakar, 416 p.

RETIÈRE Jean-Noël, 2003. « Autour de l'autochtonie : réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n° 63, p. 121-143. Disponible en ligne : https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2003_num_16_63_1295 [dernier accès juin 2026].

SARR Fatou, 2013. *Les premières héritières de la loi sur la parité*, Dakar, IFAN / Friedrich Ebert Stiftung, 102 p.

SARR Ibrahima & THIAW Ibrahima, 2012. « Culture, médias et diversités ethniques : la nation sénégalaise face à la wolofisation », *Sudlangues*, n° 18, p. 1-17.

SMITH Étienne, 2010. « La nationalisation par le bas : un nationalisme banal ? Le cas de la wolofisation au Sénégal », *Raisons politiques*, n° 37, p. 65-77. Disponible en ligne : <https://shs.cairn.info/revue-raisons-politiques-2010-1-page-65?lang=fr> [dernier accès juin 2026].

THIAM Ndiassé, 1990. « L'évolution du wolof véhiculaire en milieu urbain sénégalais », *Plurilinguismes*, n° 2, p. 10-37. Disponible en ligne : https://www.persee.fr/doc/pluri_1157-5069_1990_num_2_1_872 [dernier accès juin 2026].

AUTEUR

Ngom **SALIOU**

Socio-politiste

Chercheur à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN- Cheikh Anta Diop de Dakar)

Courriel : Saliou17.ngom@ucad.edu.sn



© ÉDITION ÉLECTRONIQUE

URL – Revue Espaces Africains : <https://espacesafricains.org/>

Courriel – Revue Espaces Africains : revue@espacesafricains.org

ISSN : 2957-9279

Courriel – Groupe de recherche PoSTer : poster_ujlog@espacesafricains.org

URL – Groupe PoSTer : <https://espacesafricains.org/poster>

© ÉDITEUR

– Groupe de recherche Populations, Sociétés et Territoires (PoSTer) de l'UJLoG

– Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) – Daloa (Côte d'Ivoire)

© RÉFÉRENCE ÉLECTRONIQUE

Ngom SALIOU, « Wolofisation et féminisation au Sénégal. Une reconfiguration des opportunités pour les femmes en politique », Revue Espaces Africains, Numéro 1 | 2026, Varia, ISSN : 2957-9279, mis en ligne le 30 juin 2026, p. 98-109.

INDEXATIONS INTERNATIONALES DE LA REVUE ESPACES AFRICAINS

	Voir impact factor : https://sjifactor.com/passport.php?id=23718
	Voir la page de la revue dans Road : https://portal.issn.org/resource/ISSN/2957-9279
	Voir la page de la revue dans Mirabel : https://reseau-mirabel.info/revue/15151/Espaces-Africains
	Voir la revue dans Sudoc : https://www.sudoc.abes.fr/cbs/xslt/DB=2.1//SRCH?IKT=12&TRM=268039089
HAL	Voir la revue dans HAL : https://hal.science/search/index/?q=Espaces+Africains+%28Revue+des+Sciences+ Sociales%29&rows=30&page=1